# Dette grecque: les négociations reprennent dans un contexte tendu

**22 avril 2016 | Par Amélie Poinssot**

C'était l'une des principales promesses électorales d'Alexis Tsipras, en janvier 2015, et c'est aussi un engagement des Européens depuis novembre 2012 : la dette publique grecque doit être restructurée, son niveau actuel (176,9 % du PIB d'après les dernières données d'Eurostat) n'étant pas viable. D'un éventuel effacement partiel des obligations (*haircut*), on est toutefois passé au scénario du rééchelonnement. Et encore, il reste suspendu à la mise en œuvre, côté grec, de mesures d'austérité.

L'accord du 13 juillet 2015 dernier qui mettait fin, provisoirement, à cinq mois de bras de fer européen, stipulait en effet, au sujet de la dette : *« En lien avec l'esprit de la déclaration de l'Eurogroupe de novembre 2012, l'Eurogroupe se tient prêt à étudier, si nécessaire, de possibles mesures additionnelles (un possible allongement des délais de remboursement) visant à assurer que la charge financière brute reste à un niveau soutenable. »*

Du côté du gouvernement français, classé parmi les soutiens d'Athènes au niveau européen, on s'en tient, officiellement, aux termes de cet accord. Mais, signe de l'extrême frilosité de l'exécutif français sur ce dossier et de la position, très en retrait, du gouvernement Valls sur cette négociation, bien peu d'informations filtrent du ministère des finances. Tout au plus apprend-on que la France défendra un *« traitement »* de la dette grecque… *« Il s'agit d'allonger la durée de maturation et de réduire les taux d'intérêt »* , nous explique-t-on à Bercy.

Autrement dit, la période de remboursement sera allongée et la charge de la dette sera réduite. Mais en valeur absolue, ce que doit la Grèce à ses créanciers ne bougera pas. Pas question, donc, d'effacer les ardoises, comme cela avait été fait par les créanciers privés, à deux reprises, en 2012 : par un savant montage d'échanges de titres, la dette publique hellène avait alors été réduite d'environ 35 %.

Les ministres grecs des finances et de l'économie, Euclide Tsakalotos et Yorgos Stathakis. © Reuters

Les négociations qui s'ouvrent ce vendredi 22 avril à l'Eurogroupe – instance qui réunit les ministres des finances de la zone euro, exceptionnellement réunie à Amsterdam, dans le cadre de la présidence tournante de l'Union – sont donc d'ores et déjà bordées. Pourtant, la discussion promet d'être longue et ardue, tant le débat est tendu, dès le départ, entre les positions du ministre allemand des finances, principal acteur du dossier ; celles du FMI, qui agit en coulisses mais joue en définitive un rôle de premier plan ; et celles du premier concerné, le gouvernement grec.

L'Allemand freine en effet des quatre fers pour alléger le poids de la dette grecque, qui repose en grande partie, depuis les mouvements financiers de 2012, sur les comptes publics des États européens. Il ne veut pas faire de geste supplémentaire en l'absence du FMI. Celui-ci, qui ne s'est pas engagé dans les nouveaux prêts européens à la Grèce décidés pendant l'été 2015 (86 milliards d'euros sur trois ans), joue le rôle de l'expert financier bien utile pour des instances européennes hésitantes à prendre leurs responsabilités, et se prononce de plus en plus ouvertement en faveur d'une restructuration de la dette grecque. Christine Lagarde, la patronne de l'institution, sera partie prenante des discussions aujourd'hui à Amsterdam. Quant au gouvernement grec, étranglé financièrement, il est évidemment en faveur d'une restructuration… mais n'a pas voix au chapitre.

Ces négociations commencent en outre dans le contexte de la révélation, début avril par Wikileaks, d'une conversation entre deux responsables du FMI travaillant sur la Grèce. Cette discussion montre que l'institution de Washington est prête à aller jusqu'à pousser la Grèce à la faillite pour parvenir à ses fins – à savoir une restructuration de sa dette.

La Commission européenne et le FMI auraient par ailleurs, selon plusieurs médias, mis sur la table un nouveau paquet *« optionnel »* de mesures d'austérité, au cas où l'objectif de 3,5 % d'excédent primaire budgétaire (c'est-à-dire hors service de la dette) ne serait pas atteint en 2018 : selon ce programme, la Grèce serait tenue d'économiser encore 2,4 milliards d'euros. Jusqu'à quand cet étranglement va-t-il se poursuivre ? En 2009, le déficit budgétaire du pays s'élevait à plus de 15 % du PIB ; aujourd'hui, les finances sont en situation d'excédent primaire, à 0,7 %… Malgré l'ampleur du rééquilibrage – du jamais vu à l'échelle mondiale –, l'économie hellène ne se porte pas mieux. Plus du quart de la population active est au chômage…

Signe de profonds désaccords, le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a promis cette semaine dans un entretien au site Euro2day.gr que l'exécutif européen n'exigerait pas de nouvelles mesures du gouvernement grec. *« Mon impression*, a-t-il ajouté, *est que le FMI ne croit pas nos données. »* Bref, la confiance règne entre les institutions qui planchent sur le sort de la Grèce…

## Des négociations le pistolet sur la tempe

Depuis lundi, leurs représentants se trouvent d'ailleurs à Athènes pour examiner l'avancée des mesures sur lesquelles s'était engagé le gouvernement Tsipras. Les médias grecs décrivent des discussions vives dans les ministères. Mercredi soir, l'examen s'est ainsi terminé vers 3 heures du matin… Peu probable que des conclusions soient rendues avant la fin de la semaine. Les discussions portent essentiellement sur deux dossiers :

- La réforme des retraites, attendue depuis janvier, qui n'a toujours pas été votée par la Vouli. FMI et Européens demandent, semble-t-il, une baisse plus importante des pensions de retraites que celle prévue dans le projet de loi, qui constitue pourtant déjà la onzième modification du système hellène en six ans.

- Une réforme du système fiscal, également maintes fois révisé depuis 2010. Selon les médias grecs, une hausse de la TVA serait exigée, de 23 à 24 %. Depuis le début de la crise, cet impôt, le plus injuste socialement et le plus dommageable pour la consommation, a été rehaussé plusieurs fois, alors que la TVA hellène fait déjà partie des plus élevées du continent. D'autres impôts indirects (téléphonie, Internet, carburant…) pourraient également être augmentés.

Exigences rigoristes et contre-productives d'un côté, désaccords de fond sur un rééchelonnement de la dette de l'autre : un nouveau cycle infernal est bel et bien en train de se mettre en route. Comme l'été dernier, l'État grec

sera soumis dans les mois à venir à des échéances de remboursement qui vont le placer au pied du mur. Il doit rembourser 5,6 milliards d'euros entre juin et juillet à la Banque centrale européenne (BCE) et au FMI – sans compter les *T-bonds*, ces bons du trésor à trois mois qui assurent des liquidités à l'État grec.

Cela promet un feuilleton de plusieurs semaines, sinon plusieurs mois, de négociations le pistolet sur la tempe. D'autant qu'on imagine mal les décideurs européens acter quoi que ce soit sur le dossier grec avant la tenue du référendum britannique, le 23 juin. La pression risque de continuer à monter jusqu'au début de l'été.

La crise des migrants, qui affecte en premier lieu la Grèce, pourrait pourtant amener Bruxelles à se montrer plus indulgente envers Athènes. *« La Grèce a suffisamment de difficultés de toutes natures, y compris dans le cadre d'accueil des migrants ou de la capacité ou des moyens pour faire face à cette poussée de migrants, pour qu'on ne la maintienne pas dans des situations de stress par ailleurs trop longtemps »*, avait déclaré Michel Sapin à l'issue du dernier Eurogroupe, début mars. Mais il est peu probable que le FMI et le ministre allemand des finances, qui pèsent le plus dans ces négociations, fassent entrer ce paramètre dans leur modèle idéologique…

Cette négociation sur la dette grecque paraît d'autant plus déconnectée de la réalité que le résultat final, si elle aboutit, ne changera pas fondamentalement les données du problème. *« Réduire les taux d'intérêt ne changera pas grand-chose au poids de la dette, car les taux d'intérêt sont déjà assez bas*, explique l'avocat, spécialiste des questions économiques internationales, Jean-Philippe Robé. *De plus, l'essentiel des obligations que la Grèce doit rembourser dans les cinq prochaines années sont celles du FMI et non celles du Mécanisme européen de stabilité, le MES, dont les échéances arrivent à partir de 2023. Or les règles du FMI sont très strictes et ne permettent pas, en l'état, d'allonger les périodes de maturité : l'institution ne prête pas à plus de dix ans. »*

Autrement dit, l'impact à court terme d'un rééchelonnement sur l'économie grecque est quasi nul : le budget hellène restera plombé, au moins jusqu'en 2019, par des remboursements pour l'heure incompressibles.

Pour Jean-Philippe Robé, auteur avec les économistes Gabriel Colletis ( invité l'an dernier sur le plateau de Mediapart et dont on peut retrouver le blog dans le Club) et Robert Salais d'une proposition de résolution du problème de la dette présentée l'an dernier au gouvernement Tsipras, *« fondamentalement, la question ne peut pas être réglée par un rééchelonnement. La dette n'est pas viable et les personnes réunies autour de la table le 13 juillet dernier en avaient parfaitement conscience. Une économie qui doit constamment rembourser à des créanciers des sommes dépassant ses excédents ne peut se développer. Le problème n'est pas tant sur les échéances à long terme que sur celles à court terme, qui étouffent complètement le pays. »*

Seule solution, aux yeux de ces trois économistes : la *« reconversion »* de la dette dans l'économie réelle. En clair, il s'agit de faire des créanciers européens des investisseurs, en transformant les obligations détenues par les États membres en titres de propriétés sur des fonds bilatéraux qui seraient destinés à investir dans l'économie hellène. L'État grec paierait ses échéances auprès de ces fonds, lesquels réaliseraient des investissements productifs, et le fruit de ces investissements serait, à terme, revendu pour rembourser les créanciers. Pour mettre immédiatement en œuvre cette solution, il faudrait par ailleurs inverser le calendrier des remboursements : avancer les échéances des obligations détenues par les États de la zone euro et retarder celles des créances FMI/BCE, qui resteraient à l'écart du programme.

*« C'est forcément une solution alternative, pas du tout conventionnelle, qu'il faut imaginer pour sortir de ce bourbier invraisemblable »*, conclut Jean-Philippe Robé, d'autant que si rien de viable n'est fait, les créances, *in fine*, seront perdues. Cette solution, au départ bien accueillie à Athènes, n'a finalement pas été retenue par le gouvernement grec. Or ce ne sont certainement pas Bruxelles ou le FMI qui seront à l'initiative de scénarios alternatifs et non conventionnels… Une chose est sûre : la dette hellène va peser encore longtemps sur l'avenir du pays.